**POSITION DE L’ASSOCIATION KALLPA FACE À LA SITUATION POLITIQUE QUE TRAVERSE LE PÉROU ACTUELLEMENT**

Deux mois d’un nouveau gouvernement, deux mois de manifestations et plus de 60 morts, situation critique que vit actuellement le Pérou. Plus de 70% de la population péruvienne veulent que la Présidente Dina Boluarte renonce à son mandat, ainsi que le Congrès. Cependant, aussi bien le Pouvoir Exécutif que le Pouvoir Législatif font la sourde oreille bien que leur devoir est de trouver des solutions aux problèmes et aux demandes de la population. Au lieu de cela, ils décrètent une présence de l’Armée pour contrôler les manifestations à Puno et dans d’autres villes du sud.

L’intervention de la Police à l’Université San Marcos tout dernièrement, en tenant compte de l’annonce de la directrice, a été une décision très proche d’une dictature, et cette manière d’accuser de terroristes les personnes qui manifestent dans la rue pour demander des changements structurels de l’État est vraiment très grave. Etre jugés et condamnés à 8 mois de prison pour avoir manifesté, réellement, il y a un pas à ne pas franchir. Le droit de manifester n’est pas du terrorisme.

Il y a quelques jours, l’Exécutif a mis de côté 13 membres du Conseil National de l’Éducation car ceux-ci se sont prononcés contre la mort des manifestants. Le Conseil National de l’Éducation a remis en cause cette décision autoritaire qui va à l’encontre de l’autonomie et l’indépendance de cette institution.

Le représentant du Vatican au Pérou a exprimé son rejet des actions des forces de police face aux manifestants. Il est clair pour lui que dans tout cela se cache une discrimination de ceux qui ont tout face à ceux qui n’ont rien. Il signale également que les manifestants sont des personnes en provenance de zones rurales ou de bidonvilles, marginalisés depuis toujours et sans aucun droit.

La population exige l’application de la justice et l’accès équitable aux services de base. (…) La Santé est un service qui n’est pas accessible aux populations qui vivent éloignées des grandes villes.

**L’Association Kallpa existe depuis 32 ans et travaille depuis toujours avec la population en situation de vulnérabilité au niveau national.** Nous demandons à l’État de chercher des solutions à nos tensions actuelles du fait que tout cela affecte dans le pays les petits commerçants et les petits entrepreneurs. Dès lors, nous demandons que s’établisse un dialogue avec toutes les organisations qui représentent la population.

Nous exigeons également que des enquêtes soient entreprises concernant les décès des manifestants, que les responsables de ces morts soient condamnés, et que les personnes infiltrées dans les manifestations qui causent des dégâts soient détectés, arrêtés et condamnés.

**Sans justice sociale, il n’y a pas de paix !**